



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 9– 02 mars 2022

En bref

L'économie mexicaine est restée stable au T4 2021, selon les données révisées du PIB publiées par l'INEGI. La croissance aurait ainsi été de 1,1% g.a. en termes réels au T4 2021 et de 0% g.m.. Par secteurs, les activités primaires ont progressé de 4,7% g.a., les activités secondaires de 1,6% g.a. et les activités tertiaires de 0,3% g.a.. La Banque du Mexique a par la suite revu ses prévisions de croissance pour 2022 à la baisse à 2,4% (contre 3,2% précédemment).

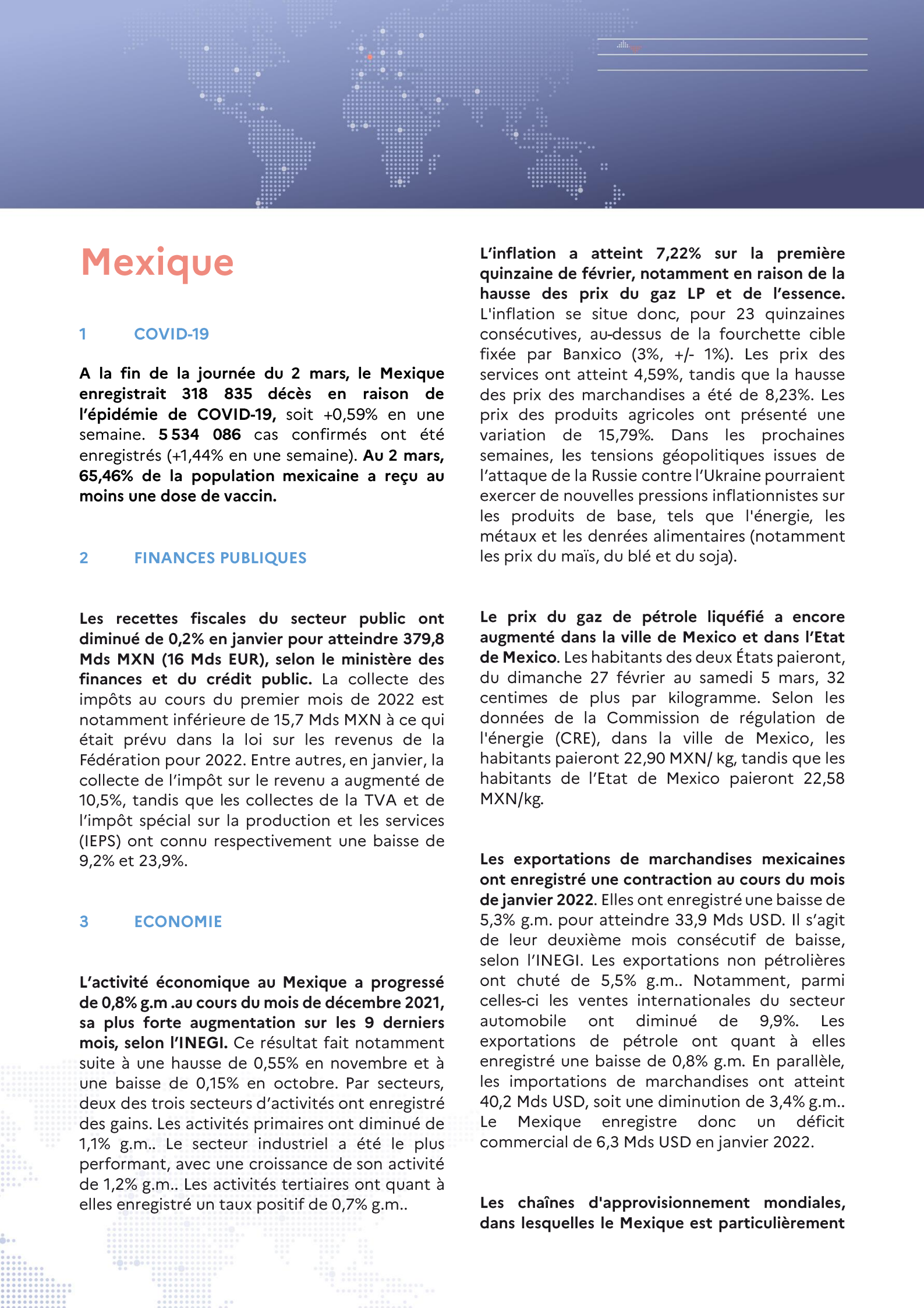
LE CHIFFRE À RETENIR

+7,22%

L'inflation mexicaine sur la première quinzaine de février 2022.

Zoom sur les 10 ans de l'accord UE/ Amérique centrale :

L'accord d'association UE / Amérique centrale fête ses 10 ans. Cet accord, avec comme piliers le dialogue politique, la coopération et le commerce, a été signé par les deux régions en juin 2012. En 10 ans, l'UE est devenue le deuxième marché d'Amérique centrale (hors commerce intra-régional), les exportations des pays centraméricains vers l'UE ayant doublé. De leur côté, les investissements des pays de l'UE dans la région ont eux aussi doublé. La délégation commerciale régionale de l'UE a précisé les principaux projets pour les prochaines années : appuis à la réalisation d'un système de paiement des douanes unique et à un guichet unique pour les appels d'offres publics. Le Costa Rica est le pays ayant le plus profité de l'accord alors qu'El Salvador est celui ayant le moins profité de par sa dépendance envers les Etats-Unis.



Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 2 mars, le Mexique enregistrait 318 835 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +0,59% en une semaine. 5 534 086 cas confirmés ont été enregistrés (+1,44% en une semaine). Au 2 mars, 65,46% de la population mexicaine a reçu au moins une dose de vaccin.

2 FINANCES PUBLIQUES

Les recettes fiscales du secteur public ont diminué de 0,2% en janvier pour atteindre 379,8 Mds MXN (16 Mds EUR), selon le ministère des finances et du crédit public. La collecte des impôts au cours du premier mois de 2022 est notamment inférieure de 15,7 Mds MXN à ce qui était prévu dans la loi sur les revenus de la Fédération pour 2022. Entre autres, en janvier, la collecte de l'impôt sur le revenu a augmenté de 10,5%, tandis que les collectes de la TVA et de l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS) ont connu respectivement une baisse de 9,2% et 23,9%.

3 ECONOMIE

L'activité économique au Mexique a progressé de 0,8% g.m. au cours du mois de décembre 2021, sa plus forte augmentation sur les 9 derniers mois, selon l'INEGI. Ce résultat fait notamment suite à une hausse de 0,55% en novembre et à une baisse de 0,15% en octobre. Par secteurs, deux des trois secteurs d'activités ont enregistré des gains. Les activités primaires ont diminué de 1,1% g.m.. Le secteur industriel a été le plus performant, avec une croissance de son activité de 1,2% g.m.. Les activités tertiaires ont quant à elles enregistré un taux positif de 0,7% g.m..

L'inflation a atteint 7,22% sur la première quinzaine de février, notamment en raison de la hausse des prix du gaz LP et de l'essence. L'inflation se situe donc, pour 23 quinzaines consécutives, au-dessus de la fourchette cible fixée par Banxico (3%, +/- 1%). Les prix des services ont atteint 4,59%, tandis que la hausse des prix des marchandises a été de 8,23%. Les prix des produits agricoles ont présenté une variation de 15,79%. Dans les prochaines semaines, les tensions géopolitiques issues de l'attaque de la Russie contre l'Ukraine pourraient exercer de nouvelles pressions inflationnistes sur les produits de base, tels que l'énergie, les métaux et les denrées alimentaires (notamment les prix du maïs, du blé et du soja).

Le prix du gaz de pétrole liquéfié a encore augmenté dans la ville de Mexico et dans l'Etat de Mexico. Les habitants des deux États paieront, du dimanche 27 février au samedi 5 mars, 32 centimes de plus par kilogramme. Selon les données de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), dans la ville de Mexico, les habitants paieront 22,90 MXN/ kg, tandis que les habitants de l'Etat de Mexico paieront 22,58 MXN/kg.

Les exportations de marchandises mexicaines ont enregistré une contraction au cours du mois de janvier 2022. Elles ont enregistré une baisse de 5,3% g.m. pour atteindre 33,9 Mds USD. Il s'agit de leur deuxième mois consécutif de baisse, selon l'INEGI. Les exportations non pétrolières ont chuté de 5,5% g.m.. Notamment, parmi celles-ci les ventes internationales du secteur automobile ont diminué de 9,9%. Les exportations de pétrole ont quant à elles enregistré une baisse de 0,8% g.m. En parallèle, les importations de marchandises ont atteint 40,2 Mds USD, soit une diminution de 3,4% g.m.. Le Mexique enregistre donc un déficit commercial de 6,3 Mds USD en janvier 2022.

Les chaînes d'approvisionnement mondiales, dans lesquelles le Mexique est particulièrement

impliqué, devraient être soumises à une forte pression après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'Ukraine est notamment devenue une source importante de matériaux pour la production de semi-conducteurs, tels que le palladium et le gaz néon. Il convient de rappeler que l'industrie des micropuces a déjà des difficultés à suivre la demande, et que l'effet se fait sentir depuis 2021 sur l'industrie manufacturière et les exportations mexicaines.

En janvier 2022, les transferts de fonds de migrants vers le Mexique ont atteint 3,9 Mds USD, poursuivant leur rythme soutenu malgré le prolongement de la crise sanitaire. Selon les données de Banxico, cela représenterait une hausse de 19,6% g.a.. Le flux cumulé de « remesas » entre février 2021 et janvier 2022 s'est élevé à 52,2 Mds USD, ce qui constitue un nouveau record historique.

Le variant Omicron et la faiblesse de l'économie ont provoqué la perte de 1,4 M d'emplois au Mexique en janvier. Selon l'Enquête nationale sur la profession et l'emploi (ENOEN), la population occupée est passée de 56,9 à 55,5 M de personnes au cours du premier mois de l'année, par rapport à décembre 2021. Par secteur, les services ont été les plus touchés au cours du mois de janvier avec 857 691 emplois supprimés. Outre la baisse de l'emploi, on observe également un rebond de la proportion de personnes employées dans des conditions critiques, qui s'élevait en janvier à 31,2%, un chiffre historique, représentant 17,3 M de travailleurs, soit 3,5 M de plus que le mois précédent.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Petróleos Mexicanos (Pemex) a déclaré avoir perdu 224,4 Mds MXN (9,5 Mds EUR) en 2021. Bien que ce montant soit inférieur de 55,9% aux

pertes observées l'année précédente, la compagnie pétrolière mexicaine a toutefois enregistré des pertes malgré le soutien reçu de la part du gouvernement fédéral, qui s'élevait à 275,8 Mds MXN (12 Mds EUR) cette année.

En parallèle, PEMEX a déclaré avoir exporté 832 00 barils de pétrole brut par jour en janvier 2022, son niveau le plus bas depuis les niveaux enregistrés en 1994. Les ventes de pétrole ont ainsi enregistré une baisse de 15% g.a.. Malgré la baisse des ventes à l'étranger, les exportations mexicaines ont bénéficié d'un prix moyen à l'exportation du pétrole brut de 75,74 USD par baril.

Citi prévoit de conclure la vente de Banamex en 2023, selon le PDG de Citibanamex, Manuel Romo. Ce dernier a annoncé que le processus se déroulera en trois étapes : la première a commencé le 11 janvier 2022, lorsqu'il a été annoncé que Citigroup quitterait les services bancaires aux particuliers au Mexique. La deuxième étape aura lieu à la fin de 2022, après avoir reçu les offres des parties intéressées et évalué l'option la plus appropriée. La troisième étape commencerait en 2023 avec l'annonce de l'acheteur, la négociation, ainsi que la signature de l'accord.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 02/03/2022
Bourse (IPC)	+3,77%	+14,93%	53 300,66 points
Taux de change USD/MXN	+1,57%	-1,43%	20,62
Taux de change EUR/MXN	+0,13%	-9,15%	22,92

Prix du baril mexicain	+10,27%	+82,035	97,57
------------------------	---------	---------	-------

du côté de l'approvisionnement, que du côté des prix.

Amérique centrale

1. Région

Le secteur des assurances centraméricaines (hors Panama) a enregistré des primes atteignant 4,2 Mds USD en 2021, en hausse de 7,8% g.a. Le Costa Rica reste le principal marché pour les assureurs, comptant pour 33% des recettes issues des contrats d'assurances suivi par le Guatemala (27%) et El Salvador (18%). L'assureur costaricien INS représente à lui seul 22% des primes d'assurance reçues sur la région. Les fonds de pensions salvadoriens et costariciens – les autres pays n'ayant pas d'offre spécifique développée – ont eux aussi connu une année 2021 positive, progressant au total de 8,8% pour atteindre 27,7 Mds USD de Fonds de pensions en gestion.

2. Costa Rica

Dépendance du Costa Rica au fer et à l'acier en provenance d'Ukraine. En 2021, le Costa Rica a importé pour près de 137,3 M USD de fer et d'acier, dont 99,8%, soit presque la totalité, provenait d'Ukraine. Le poids de l'Ukraine dans les importations costariciennes a d'ailleurs augmenté au cours des cinq dernières années. En effet en 2017, l'Ukraine ne représentait que 10% des importations de matières métalliques du Costa Rica. En 2019, sa participation est montée à 89,2%. Par ailleurs, la multinationale ArcelorMittal, présente au Costa Rica utilise la matière première ukrainienne pour sa production. Le contexte de guerre en Ukraine aura donc très prochainement de lourdes répercussions pour l'industrie costaricienne, tant

Le conflit Ukrainien affectera l'emploi et le pouvoir d'achat des costariciens. Bien qu'il s'agisse d'un conflit éloigné des frontières costariciennes, l'invasion russe en Ukraine affectera l'ensemble de l'économie du pays, et en particulier l'emploi et le pouvoir d'achat des ménages. L'augmentation du cours des matières premières provoquera prochainement une augmentation des prix à la consommation. Alors que la pandémie de COVID-19 a déjà plus que lourdement impacté le marché du travail costaricien (350 000 costariciens sont au chômage) et également provoqué une augmentation significative des prix, le conflit en Ukraine ne fera que se superposer à cette situation socioéconomique précaire. La Banque Centrale estime à 3,9% la croissance économique pour 2022, prenant en compte le conflit ukrainien.

Les importations de voitures neuves augmentent en 2021 après 5 années de chute libre. Malgré la crise logistique mondiale, en 2021, près de 28 022 unités de voitures neuves ont été importées au Costa Rica, soit une augmentation de 53% par rapport aux importations de 2020. Cette récupération des importations génère également une source de revenus pour les finances publiques costariciennes, recouvrant près de 140 M de colons costariciens en impôts sur l'année 2021 (+73% par rapport à 2020). La réactivation de ces importations s'explique notamment par la reprise de la consommation des ménages en 2021.

3. El Salvador

Depuis septembre 2021, seuls 2,1% des remesas envoyées au Salvador l'ont été en crypto monnaies. La loi Bitcoin permettant à El Salvador de devenir le premier pays au monde à faire du Bitcoin une monnaie légale avait pour but affiché de s'affranchir des frais de transferts de fonds de la diaspora salvadorienne vivant aux Etats-Unis. Entre septembre 2021 et janvier 2022, le pays a

reçu 3,2 Mds USD de remesas dont seulement 67 MUSD en bitcoins. Selon plusieurs économistes, la principale raison de ce rejet est le manque de confiance des utilisateurs dans l'application alors que des défaillances et fraudes ont été identifiées depuis son lancement. La diaspora salvadorienne ne dispose par ailleurs généralement pas de bitcoins et doit donc assumer le risque de change lors du passage au Bitcoin. Le gouvernement a récemment engagé une nouvelle société américaine pour renforcer la sécurité de la plateforme *Chivo Wallet*.

Le crédit bancaire a augmenté de 6,6% g.a. en 2021, atteignant 13,7 Mds USD. Le financement aux entreprises a notamment connu une croissance de 8,7%, porté par les secteurs de l'industrie et du commerce. Les dépôts aux banques ont quant à eux crû de 2,4% pour atteindre 15,6 Mds USD grâce notamment à la forte digitalisation des comptes bancaires (+25%). Les banques au capital colombien dominent le secteur bancaire salvadorien, comptant pour 53% des actifs dont notamment Banco Agrícola, première banque en termes d'actifs (25% des actifs bancaires du pays).

4. Guatemala

Les exportations guatémaltèques ont augmenté de 22,5% g.a. en valeur en 2021 pour atteindre 13,6 Mds USD. Leur hausse en volume est de 11,3% sur la période. La région Amérique centrale est devenue le premier partenaire commercial du Guatemala avec 33,2% de part de marché contre 31,3% pour les Etats-Unis. Le secteur vestimentaire a compté pour 11% des exportations, le café 7%, les huiles 6,7% et les bananes 6%. La Banque centrale prévoit pour 2022 une consolidation de la hausse de l'appareil exportateur guatémaltèque, qui croîtra entre 6% et 9%.

La compagnie aérienne TAG Airlines devient officiellement la première compagnie nationale guatémaltèque. Le Président Giammattei a

annoncé que cette reconnaissance récompensait l'engagement de la compagnie à la connectivité dans le pays et la promotion du tourisme. Le Directeur général de la compagnie a profité de l'évènement pour annoncer le lancement de deux nouvelles lignes vers le Mexique. TAG Airlines opère 27 vols journaliers en Amérique centrale et au Mexique (flotte composée d'Embraer, Saab, Beechcraft et Piper). L'entreprise possède une flotte de 20 aéronefs et est certifiée ISSA.

5. Honduras

La Ministre des finances du nouveau gouvernement a détaillé la situation financière du pays, fustigeant la gestion de l'ancien gouvernement. Rixi Moncada a notamment précisé qu'un emprunt de 2,6 Mds USD serait nécessaire pour couvrir le déficit budgétaire du budget signé par le gouvernement sortant. La Ministre des finances accuse par ailleurs l'ancien gouvernement d'avoir distribué 16 MUSD le dernier jour du mandat au profit de hauts fonctionnaires. Le Ministère a également révisé la dette de l'ENEE, s'élevant dès lors à 3,1 Mds USD. Le Parlement a par ailleurs signé un décret permettant à la Banque centrale de verser 775 MUSD pour assainir les finances publiques et reprofiler la dette. Le cabinet économique de l'ancien gouvernement a vivement réagi, récusant les chiffres présentés.

6. Nicaragua

Taiwan a annoncé la fin du Traité de libre-échange avec le Nicaragua au 1^{er} juillet. Cette décision fait suite à la rupture des relations diplomatiques avec l'île décidée par le Président Ortega pour reconnaître la République populaire de Chine en décembre dernier. Ce traité, entré en vigueur en 2006, avait permis d'octupler les exportations nicaraguayennes vers Taiwan en

seize ans. Alors que le Président Ortega avait de facto mis à mal le Traité au lendemain de la reconnaissance de la Chine populaire, en imposant des taxes et en annulant des certificats sanitaires, Taiwan a annoncé que les tarifs douaniers préférentiels continueraient à être appliqués jusqu'en juillet, comme le stipule les conditions générales du Traité.

7. Panama

Réflexion gouvernementale sur l'introduction de la notion de 'performance' dans les finances publiques panaméennes. Avec le soutien du PNUD, l'initiative gouvernementale de mettre en place un budget basé sur des résultats et indicateurs de performance, permettrait d'introduire une nouvelle méthodologie budgétaire favorable à la qualité et au contrôle de la dépense publique. Le budget basé sur des indicateurs de performance est un outil utilisé par la plupart des pays européens depuis le début des années 2000, qui peine à se mettre en place au Panama depuis plus de 15 ans. La loi de 2008 relative à la Responsabilité Budgétaire a certes engagé une dynamique de performance des finances publiques en définissant des plafonds de déficit et dette publique. Prochainement, avec le soutien des Nations Unies, un projet de loi relatif à l'établissement d'un tel budget sera présenté en Conseil de Cabinet, pour ensuite être discuté à l'AN au cours du mois de mars. L'idée est de créer une 'constitution financière' à l'image de la France et de sa loi organique relative aux lois de finances (LOLF) de 2001, afin de fixer le cadre du budget ainsi que sa procédure d'adoption. D'ici 2023, l'Etat panaméen souhaite engager une dynamique de consolidation des finances publiques, en incorporant dans un même budget l'ensemble des administrations publiques (ministères, entités décentralisées, entreprises publiques,...). Bien plus qu'un changement de méthodologie, ce projet de budget basé sur des indicateurs de performance, promeut la modernisation de la gestion publique et a pour volonté d'introduire au Panama une nouvelle

culture budgétaire, soucieuse de dépenses responsables et efficaces.

Un excédent budgétaire en 2022 ? Le Ministre de l'Economie et des Finances panaméen se montre optimiste sur l'état des finances publiques en 2022. Après deux années dans le rouge, et une explosion de la dette publique avoisinant les 70% du PIB, le MEF projette une capacité d'autofinancement de plus d'1 Md USD pour l'année budgétaire 2022, se basant notamment sur des revenus courants atteignant les 10,2 Mds USD et des dépenses publiques estimées à 9,2 Mds USD. Autrement dit, le MEF prévoit pour 2022 un excédent budgétaire, qui permettra de financer près de 30% des dépenses d'investissement du Gouvernement. Le recours à l'endettement sera donc moindre, et financera les projets d'investissements à hauteur de 70%. Par ailleurs, le Ministre souligne vouloir mettre la focale sur les recettes, notamment fiscales, en engageant une réforme d'ampleur dans le but de recouvrer plus d'impôts et d'alimenter les caisses de l'Etat. Le Ministre mentionnait notamment suivre avec attention le projet de l'impôt mondial sur les sociétés. A l'inverse de ce que les experts économiques préconisent, le ministre ne souhaite pas pour le moment engager une revue des dépenses, estimant que si les recettes augmentent de manière significative alors le poids des dépenses publiques sera moindre.

3,2 Mds USD de ventes pour la mine de Donoso en 2021. Le projet Cobre Panama, opéré par la filiale panaméenne de First Quantum, a généré près de 3,2 Mds USD de ventes sur l'année 2021, soit une augmentation de 138% par rapport à 2020. Malgré une chute de la production de 8% sur le dernier trimestre 2021 due à des travaux sur le site, le projet Cobre Panama semble être le projet le plus rentable pour l'industrie minière canadienne, pour lequel un nouveau contrat est en train d'être finalisé. Fin février, début mars au plus tard, le nouveau contrat recevra l'approbation de l'Assemblée Nationale, puis le visa de la Controloria afin d'être mis en œuvre. Rappelons que ce nouveau contrat prévoit une contribution à l'Etat de 12 ou 16% des ventes réalisées sur l'année, au lieu de 2%

précédemment. Par ailleurs, ce nouveau contrat oblige l'entreprise à payer un impôt sur le revenu équivalent à 25% du revenu. Concernant les projections de production pour les années à venir, Minera Panama estime pouvoir atteindre une production de 400 000 T de cuivre d'ici 2024. Une telle production permettrait notamment d'augmenter de 20% les ventes réalisées en 2021.

Augmentation de 43,1% des importations de biens en 2021. Fin 2021, les importations de biens enregistrent une valeur totale de 11,5 Mds USD, soit 43,1% de plus que les chiffres atteints en 2020. L'importation des biens de consommation ont notamment augmenté de 45,8% (produits alimentaires, combustibles, ustensiles domestiques, ...). Une grande partie des importations permettent notamment de suppléer le manque de production nationale selon un économiste. Beaucoup d'entreprises, notamment du secteur agricole, ont besoin d'acheter des matières premières et intrants afin de garantir leur production. Autrement dit, ces chiffres confirment davantage la dépendance du Panama aux marchés internationaux des biens, si bien qu'un choc négatif sur le marché international affecte automatiquement le marché national panaméen.

minimiser l'impact économique résultant de cette guerre.

Le président Luis Abinader autorise une subvention de 10 % sur les denrées alimentaires telles que le blé, le soja et le maïs. Face à la conjoncture du marché international, le président a annoncé que le Ministère de l'Industrie, du Commerce et des PME surveille les prix des principales matières premières du secteur agricole. Abinader a autorisé le ministre, Víctor Bisonó, à subventionner jusqu'à 10 % face à l'éventuelle augmentation des prix.

Le secteur agricole dominicain a reçu 7,6 Mds DOP à un taux d'intérêt de 0 %. Le financement de 10,5 Mds DOP que le gouvernement a alloué à ce segment économique, entre août 2020 et janvier 2021, a été essentiel pour assurer l'approvisionnement des principaux marchés et supermarchés. L'administrateur général de la Banque Agricole, Fernando Durán, a expliqué que le programme a accordé 8 235 prêts sans intérêt, ce qui représente 22,5 % des 36 593 prêts que la Banque Agricole génère à un taux annuel moyen de 8 %.

Caraïbes

1. République Dominicaine

L'invasion russe en Ukraine a déjà un impact négatif sur le tourisme en République dominicaine. Au-delà de l'impact sur les prix du pétrole et des matières premières dû au conflit entre la Russie et l'Ukraine, la République dominicaine est confrontée à une baisse du nombre de touristes. En 2021, sur les 3,6 M de touristes visitant la République dominicaine, 183 700 venaient de Russie et près de 86 000 d'Ukraine. Le ministre du tourisme, David Collado, a assuré que le gouvernement dominicain prendrait des mesures pour

2. Cuba

Aeroflot suspend ses vols vers Cuba. La principale compagnie aérienne russe Aeroflot a annoncé la suspension de ses vols à destination de La Havane mais également vers les Etats-Unis, le Mexique et la République dominicaine. La décision a été prise en raison des restrictions concernant l'espace aérien, mises en place par les autorités européennes et canadiennes. Ainsi, les vols vers des destinations telles que Cancun et La Havane ne seront plus assurés jusqu'au 27 mars. Avec les nombreux pays ayant déjà fermé ou annoncé la fermeture de leur espace aérien, le trafic aérien russe se retrouve contraint à d'énormes détours. D'après l'annonce de l'association des tour-opérateurs de Russie (ATORUS), seuls des vols de rapatriement sont autorisés vers l'Amérique latine.

Cuba fait don d'un lot de vaccins pour lutter contre le COVID-19 en Afrique. Le gouvernement cubain a fait don, le 25 février, d'un lot de vaccins pour aider à lutter contre la Covid-19 sur le continent africain. L'envoi comprend 458 000 doses de Soberana 02, l'un des trois vaccins de production cubaine contre le Coronavirus. L'ambassadeur du Sahara Occidental auprès de la République de Cuba, M. Mohamed Salec Abdesamad, a indiqué que les vaccins seront destinés aux enfants ainsi qu'aux personnes déplacées dans des camps situés au nord du pays. A ce jour, Cuba a aussi envoyé ses vaccins à d'autres pays tels que l'Argentine, le Mexique, le Venezuela, l'Iran, le Nicaragua, la Syrie, le Viet Nam et Saint-Vincent-et-les Grenadines.

Mauvaise récolte de canne à sucre en perspective. La récolte de canne à sucre, dont la production a atteint près de 800.00 tonnes (contre 1 Mt en 2020, 1,3 Mt en 2019 et 1,8 Mt en 2018) soit 68% du plan de production fixé à 1,2 Mt, a connu en 2021 l'une des pires saisons de son histoire. D'après les annonces des autorités du secteur, la production **devrait être en baisse cette année (saison 2021/2022)** compte-tenu de la diminution des plantations de canne à sucre, l'insuffisance dans l'approvisionnement des intrants et le manque d'investissements. Les effets du durcissement de l'embargo américain sur la production ont été également invoqués. Cependant le consortium public AZCUBA a annoncé que de nouveaux équipements (152 tracteurs) entreront en fonctionnement cette année. Des experts prévoient ainsi pour **cette saison des volumes de production inférieurs de 30% aux objectifs de production, estimé à 900.000 tonnes.** La récolte sucrière, qui s'étend généralement de novembre à mai, a débuté en décembre pour ensuite être arrêtée au mois de janvier, faute de canne disponible mais aussi de pièces de rechange pour les équipements. Le gouvernement cubain avait annoncé, fin 2021, un paquet de 93 mesures visant à améliorer la récolte de canne à sucre et la production de ses dérivés.

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 02/03/2022</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	811 040 <i>Décès : 8057</i>	81,65% <i>(28/02)</i>
Cuba	1 070 730 <i>Décès : 8 496</i>	93,74% <i>(28/02)</i>
Guatemala	784 024 <i>Décès : 17 018</i>	39,64% <i>(02/02)</i>
Haïti	30 350 <i>Décès : 820</i>	1,32% <i>(25/02)</i>
Honduras	413 699 <i>10 785</i>	53,81% <i>(25/02)</i>
Jamaïque	128 079 <i>Décès : 2 814</i>	25,85% <i>(02/03)</i>
Nicaragua	18 105 <i>Décès : 225</i>	81,46% <i>(02/03)</i>
Panama	756 085 <i>Décès : 8 098</i>	73,43% <i>(02/03)</i>
El Salvador	156 364 <i>Décès : 4 077</i>	70,06% <i>(28/02)</i>
République dominicaine	575 157 <i>Décès : 4 370</i>	65% <i>(28/02)</i>

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international